

Madame la présidente du consortium I-site Future,

Madame la présidente des Future Days 2020,

Mesdames et Messieurs,

Mes chers collègues,

C'est un exercice passionnant et dangereux que de tenter une synthèse à chaud d'un congrès. Vous attendez de moi que je repère les principales orientations issues des débats, mais que je n'oublie personne. Vous me demandez de me placer à un certain niveau de synthèse, mais que je ne reformule pas de lieux communs. Aussi dans cette intervention, j'aborderai successivement les trois figures qui ont formé la ligne de base du colloque. Mais je les prendrai dans l'ordre inverse de leur énoncé : je commencerai par partager avec vous une vision des territoires urbains qui pourraient émerger du colloque, partager un certain regard sur les politiques publiques, enfin évoquer le rôle et la responsabilité des scientifiques.

### Territoires urbains

Au cours d'un séminaire de réflexion sur les nouvelles orientations à donner à l'Isite Future, un grand témoin appelait à renouveler la « théorie de la ville ». Au cours de notre colloque, les adjectifs qualificatifs se sont succédés : ville résiliente, frugale, dense, innovante, inclusive, gouvernante, smart, recyclante, connectée, wise, désirable, et aussi non désirée, ville crainte... La pensée sur la ville semble être en tension, entre urbaphilie et urbaphobie, entre croyance dans

le progrès, et crainte écologique voire collapsologique. Où trouver un récit cohérent et construit de la ville du futur ? Globalement, l'heure est au *désarroi*. Un intervenant analysant les sources de légitimité du politique, constate que le rationalisme scientifique a rompu avec le Passé et la tradition. Le Futur s'est assombri et évaporé. Quel sursaut espérer ? dans le retour à la Nature, au Peuple, à la Religion (on a mentionné les publications du pape François) ? A quoi sert de promettre la conquête de Mars, l'électrification totale, de dessiner avec enthousiasme la fresque du climat... si les ressources naturelles ne sont ni gratuites ni illimitées ?

Il ne faut pas s'étonner de cette introduction un peu sombre. Parce que les transitions que nous vivons sont encore balbutiantes. Il y a beaucoup d'acteurs, dont les représentations du monde sont hétérogènes. La crise du Covid nous bouscule terriblement. Beaucoup de choses nous échappent encore dans sa compréhension, mais l'histoire nous montre que les villes se transforment après une pandémie. Les impacts à court terme vont concerner les modes de vie, les modes de travail, avec l'irruption extraordinaire de la technologie distancielle, mais aussi voir les conséquences de l'isolement et des blessures sociales à cicatriser. A plus long terme, c'est l'utilisation du sol qui devrait être impacté. Et c'est à l'intérieur de la ville (les quartiers, les rééquilibres centre-ville – périphéries) qu'il pourrait y avoir le plus de changements. En revanche il n'est pas sûr que le Covid soit suivi automatiquement d'une ré-attractivité générale des villes petites et moyennes. Peut-être la « densité créatrice » demeure-t-elle, inexorablement, le moteur de la Ville ? Les vainqueurs seront, comme toujours, ceux qui s'auront s'adapter au changement, attirer les talents. En tout cas les seules réponses à la pandémie ne vont pas d'elles-mêmes résoudre le problème des inégalités territoriales. Tout le monde n'aura pas la même capacité à profiter des changements, mais l'opportunité est peut-être là pour créer un système territorial plus efficace, juste et durable.

« Juste, la ville juste » : voilà un autre adjectif qui est apparu plusieurs fois dans les propos échangés. On a parlé de deux combats à articuler, celui de l'écologie et celui de la justice sociale. Cette combinaison, c'est *l'écologie humaine* : une action sociale dans la ville où l'on passe du temps dans la relation avec les personnes, où l'on prend le temps de la rencontre et de la gratuité. La gratuité et le don, une valeur de la ville juste et inclusive ? « *J'ai compris que j'étais exclu quand je me suis aperçu que les seules personnes qui venaient me voir étaient payées pour venir me voir* », propos d'une personne de la rue, propos relayé par un intervenant associatif.

La notion de bien commun a été évoqué à propos de la ville juste : le bien commun comme l'horizon de l'appréciation de la ville juste, un horizon au-delà de l'arithmétique des préférences individuelles. Toutefois le bien commun se distingue absolument des « commons » que j'évoquerai dans un instant, et ce n'est pas non plus la même chose que l'intérêt général ou l'agrégation des préférences individuelles : on pourrait le définir comme la création des conditions favorables pour que les personnes puissent développer leurs capacités, leurs capabilités.

On a assurément des morceaux de solution, on n'a pas encore *la* solution. Qui a rencontré réellement une ville durable ? questionnait un intervenant avec émotion. N'y aurait-il pas un problème d'efficacité des politiques publiques ?

## Politiques publiques

### *Gouvernance*

De nombreuses réflexions ont porté sur les modalités de la gouvernance urbaine. Avec ces constats : 1- les pouvoirs publics n'ont plus le monopole de l'intérêt général. 2- La gouvernance reste fragile car les périmètres institutionnels sont

fragmentés (exemple planification, politiques sectorielles de l'eau, des déplacements, de l'urbanisme). 3- Il faut du temps.

L'exemple des « commons » et celui de l'Economie Sociale et Solidaire est éclairant. La particularité des commons c'est d'avoir un auto-gouvernement. Les commons *urbains* se développent depuis peu : ce sont des commons ouverts, inclusifs, souvent en interaction avec la gouvernance publique et privée. Ils s'inscrivent dans une subsidiarité horizontale avec les associations ou des groupements citoyens.

La ligne de partage public-privé suscite des débats. On constate que parfois l'ingénierie privée en contrat « souple » avec la collectivité (prestation de type consulting) peut brouiller la frontière entre le technique et le politique », prendre une part des tâches de négociation et de recherche de compromis... tout en montrant un vrai sens du service public. Il ne faut pas généraliser, certains ont été surpris d'entendre que des politiques abandonnaient leur mission première, et ont rappelé la primauté du politique. Si parfois leur légitimité est mise en cause, les élus... ont été *élus* pour écouter, discerner et décider.

En ce qui concerne les périmètres. La planification est un axe fondateur des études urbaines. On cherche à comprendre pourquoi tant de transformations foncières échappent à la planification urbaine ? Par exemple, la création de foncier pour les activités économiques est plus facilement négociable que pour des logements ; il y a des transformations d'usage sans transformations de zonage ; des transformations légales mais étalées dans le temps, qui contournent l'intention planificatrice. Un travail important est mené pour disposer d'outils et indicateurs (cartes, graphiques...) et de passer d'une vision surfacique (2D) à une vision 3D du sol, pour éclairer les acteurs, dans les politiques publiques : de lutte contre l'artificialisation des sols, d'urbanisme réglementaire, de protection de la biodiversité, d'évaluation et de renforcement

des services écosystémiques. On est aussi parfois prisonnier d'un formatage réglementaire, comme dans l'exemple de la réparation des objets en vue de leur réutilisation, qui se heurte à une logique « déchets » et « matériaux » totalement inappropriée. Par ailleurs, les attentes en termes de planification peuvent être paradoxales : comment à la fois planifier et y intégrer les phénomènes émergents, les phénomènes disruptifs, comme l'a souhaité un intervenant ?

En ce qui concerne le temps, le témoignage des communes montre combien la mise en place de solutions (de mobilité) dans un territoire demande du temps et de l'accompagnement, parce qu'il faut beaucoup de temps pour créer dans la confiance (et peu pour la perdre) : cela concerne aussi bien l'acculturation de l'équipe municipale aux enjeux ; que le temps de l'immersion, pour comprendre comment fonctionne le territoire, avec des petites actions-test ; que le temps du renouvellement des habitants et de la participation.

### *Participation*

Car la ville s'impose comme l'espace de la participation. Dans une vision positive, le débat public « permet un travail d'agrégation des récits citoyens en motifs légitimes et dépersonnalisés, assimilables par les autres acteurs ». Cette participation peut paraître évidente, en fait elle ne l'est pas. Il y a une complexité du rapport à l'expertise, un questionnement sur la possibilité du débat entre experts, politiques et citoyens. Ce qui est intéressant, c'est que cette controverse n'est pas symétrique. Sans généraliser bien sûr, les experts doutent de la capacité des citoyens à débattre de sujets techniques ; les citoyens aiment que les experts rendent accessibles leur expertise, ils réclament la transparence, et parfois ils veulent emporter la décision par la mobilisation. Or la transparence totale de l'expertise est une idée vaine, comme en témoigne un intervenant historien. Et la violence c'est l'échec du débat : parce que débattre, c'est ne-pas-

se-battre. Il est donc très important de mettre en place les conditions d'une participation apaisée et d'une écoute réelle de la part du politique. Ce sera d'autant plus efficace qu'il a été témoigné au cours du colloque que, sur les sujets locaux, la parole des citoyens savait modifier le contenu et l'issue d'un projet.

### *Régulation*

Cela nous permet d'aborder la question de la décision publique, placée souvent devant la contradiction des objectifs sectoriels, décision à prendre sous le regard du juridique. On a pu signaler un rôle ambigu de l'Etat central dans sa politique de rassemblement de toutes les offres de mobilité d'un territoire sur une même plate-forme (MaaS), pris entre sa responsabilité stratégique nationale, le respect des compétences des collectivités territoriales (décentralisation), et les choix technologiques de l'industrie. On a pu critiquer la politique de régulation de l'Etat (en matière de mobilité) considérée avec une pointe d'humeur comme se bornant à « interdire et subventionner ». Mais on a souligné aussi le dilemme dans lequel sont placés des acteurs publics en responsabilité (exemple international, mais qui fait écho à toute sorte de situations en France et en Europe), acteurs qui s'interrogent sur comment résoudre la tension, réelle, entre : d'une part l'approche institutionnelle de la responsabilité, basée sur la règle de droit (en matière d'occupation du sol), et d'autre part l'approche fraternelle et humaine de la responsabilité, basée sur la proximité et les situations de fait.

Face à ces problèmes, que nous disent les innovateurs ?

### *Innovation*

Les innovateurs nous disent que les politiques d'innovation urbaine sont encore en phase d'émergence. Et aussi d'explosion : explosion du concept de FabLab en France dans les dix dernières années. La philosophie du Fablab est basée sur

l'ouverture la plus large possible, l'économie du don et le partage d'expérience. Le FabLab est vu comme un tiers lieu au sein de l'université ou de l'entreprise, où l'on peut mixer bricolage, échanges d'idées et de savoir-faire.

Ils nous disent aussi que les premiers freins à l'innovation, ce sont les habitudes, et parfois le manque d'une culture partagée de gestion de projets (c'est une difficulté qui a été pointée au sein des consortiums, dans des projets de démonstrateurs par exemple). Une université doit comprendre que l'approche est radicalement différente : pour stimuler l'innovation, il faut être plus efficace dans le passage du Savoir au Faire. C'est ce qui ressort des expériences des projets d'innovation ou de lancement de start up sur le terrain, que l'innovation s'affiche sur la technologie, l'organisation ou les usages. « Le changement n'est pas quelque chose qui se décide, mais quelque chose qui se suscite ».

Je ne résiste pas au plaisir de lister devant vous les cinq compétences à développer chez les étudiants pour être un bon intra-preneur : le doute créatif (se remettre en question), la multi expérience (ne pas rester dans un seul domaine), le pragmatisme (ne pas viser le siège, aller sur le terrain), le rebond ; les compétences techniques s'apprennent ensuite au fil de l'eau.

Mais nous traversons quand même une période de doute sur l'efficacité des politiques publiques, qui rejoint la question de l'imputabilité. Un intervenant à cité avec beaucoup d'esprit la réplique du perroquet Laverdure dans *Zazie dans le métro* (œuvre immortelle de Raymond Queneau) : « *Tu causes, tu causes, c'est tout ce que tu sais faire !* ». Il y a beaucoup de remises en cause (sur les matériaux de voirie, la modélisation de trafic, la sécurité routière, l'énergie verte, la planification, l'expertise, le Covid, etc.) Il est donc temps d'aborder la troisième figure, celle des sciences.

## Sciences

Un participant a remarqué que nos sujets scientifiques de recherche étaient complètement en phase avec les cadrages réglementaires qui questionnent les opérationnels : les noues des toitures (en lien avec le zéro artificialisation nette), les matériaux qui ont un impact important dans le bilan carbone d'un bâtiment (autant que l'énergie, et d'ailleurs l'industrie du bâtiment émet autant que l'aviation), les bétons Bas-Carbone (en lien avec la future Réglementation environnementale des bâtiments RE 2020), bétons recyclés et recyclage des plastiques (en lien avec la loi Lutte contre le Gaspillage et l'économie circulaire). Les solutions apportées par les chercheurs sont très demandées pour les projets, ce qui confirme une fois de plus la nécessaire accélération dans le passage de la recherche à l'opérationnel, du Savoir au Faire.

Plusieurs sessions ont permis de développer ces aspects scientifiques. Par exemple dans l'imagerie du sous-sol pour les réseaux urbains : les techniques d'investigation du sol permettent de caractériser les risques naturels (glissement de terrain), de prévoir la vulnérabilité des bâtiments en cas de séisme, de localiser les réseaux enterrés. Autre exemple : l'intégration de toutes les compétences dans la gestion des crises. Encore un autre exemple, en forme de message adressé à tous ceux qui sont impliqués dans l'acte de construire : « Allons vers la neutralité carbone du béton en 2050 et activons toutes les voies possibles pour baisser l'empreinte carbone de la construction ». Et aussi, le besoin d'améliorer les outils de l'évaluation environnementale, les modèles de prévision, les analyses sur le cycle de vie, les bilans Carbone, la qualité de l'air, la sécurité routière... Il faut que je parle aussi les îlots de chaleur urbain : les pistes sont nombreuses (matériaux de voirie, bâtiments, arrosage des rues, végétalisation...), mais la recherche n'a pas encore de solutions opérationnelles ; bref les expérimentations sont utiles, le retour d'expérience est attendu. C'est pourquoi les rapports de recherche développent toute leur valeur quand ils sont suivis par des guides méthodologiques à destination des acteurs du territoire.



Nous avons entendu Mme Péresse intervenir sur le projet TIGA « Construire au futur, habiter le futur » conduit par la Région Ile de France, qui rassemble de nombreux acteurs de l'Est parisien, dont le consortium Future. Ce projet illustre la fécondité des approches science-société portées par la « 3<sup>ème</sup> mission » des universités. Mme Péresse nous a dit que la Région Ile de France mettait en place un nouveau modèle de financement de la recherche : un modèle plus court, plus agile, très centré sur les défis à relever par le territoire, sur les enjeux urgents, et avec une volonté d'inclure un volet Equipements scientifiques dans le CPER.

Finalement, aujourd'hui, la Ville durable n'a jamais eu autant besoin d'écouter les chercheurs. Et c'est dans les territoires que la science et le politique pourront se réconcilier, c'est le vœu que nous formulons.

## Conclusion

Je conclus maintenant avec quelques recommandations, en vrac.

Avant tout, il faut sortir de la vision scientiste de l'innovation. Il y a des territoires, en France, où l'enjeu n°1, c'est de réduire l'illettrisme et l'illectronisme (inclusion numérique) (même s'il ne faut pas croire que les solutions numériques résoudreaient tous les problèmes).

Ensuite, il faut changer de lunettes, et s'apercevoir que ce qui a échoué est peut-être beaucoup plus intéressant que ce qui a émergé : c'est la recommandation d'analyser les projets qui n'ont pas marché, de faire des analyses post-mortem (*forensic*), et de déployer une vraie culture de l'évaluation ex post (comme les bilans LOTI, et au-delà), reposant sur des données dont l'observation aura été préparée ex ante. Même si cela peut ennuyer les donneurs d'ordre de faire des évaluations.

Le principe de participation a été longuement illustré. Pour réussir le dialogue constructif à l'échelle du quartier, de la commune, et bâtir des projets qui tiennent la route, la recommandation est de partir des cellules de base de la société, c'est-à-dire des cellules familiales et de la parentalité.

Au niveau plus macro, on posait la question au début du renouveau de la « théorie de la ville », avec l'apport des SHS et des SPI. Pour construire un récit réaliste du futur, la recommandation c'est de remettre au centre les sciences physiques, parce que les sciences physiques... fixent les limites physiques, les limites qui permettent, justement, à notre liberté de s'exercer.

Enfin je retiendrai une dernière recommandation, celle de mobiliser l'art et la culture authentique comme le secret de la rencontre avec l'autre.

Je remercie mes collègues qui m'ont envoyé leurs synthèses des ateliers auxquels ils ont participé, et sans qui cette intervention de clôture n'aurait tout simplement pas pu se faire.

Merci de votre attention.

Jean-Bernard Kovarik, Vice-président Appui aux politiques publiques de l'université Gustave Eiffel